37e ANNÉE (4e SÉRIE) N° 27 5 AOUT 1920

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres, tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

A. ROZIER
Docteur en théologie, Chanoine honoraire de Langres
DIRECTEUR

PRIX D'ABONNEMENT POUR TOUT L'UNIVERS........ **15 francs à l'Édition complète.**
10 — à l'Édition partielle.

Toutes les lettres doivent être adressées à : M. le Directeur de L'AMI DU CLERGÉ, à Langres (Hte-Marne).

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La politique et la conduite de la guerre. — II. Les débuts de Nivelle au Haut Commandement (décembre 1916-mars 1917). — III. Nivelle et Painlevé (mars-mai 1917). — IV. La fin de la guerre : ce qui se passait en Allemagne (juillet-nov. 1918). — V. Le vote du traité de paix à Weimar (22 juin 1919). — VI. La paix. — VII. Bibliographie : Dutrèb et Cassagnac ; R. Poincaré ; Boinet ; Buxtorf ; Muret ; Noël Hallé ; Ardouin-Dumazet ; Huffel ; Rosnoblet ; René Bazin.

I. — Il y a, dans la vie publique de sainte Jeanne d'Arc, dans les vingt-sept mois qui vont de son départ de Vaucouleurs (23 février 1429) à sa mort, une période que Mgr Touchet intitule : *Les mois désenchantés,* — de longs mois, — presque une année, — les mois qui, entre les mois triomphaux d'avril à juillet 1429 (délivrance d'Orléans, campagne de la Loire en juin, campagne du sacre en juillet) et les mois crucifiés, se sont écoulés du lendemain du sacre à la prise sous Compiègne (23 mai 1430). Mois de déceptions en effet s'il en fut, alors que le Conseil du Roi se refuse systématiquement à suivre ses vues, et tantôt la réduit à l'inaction, aux lourds et vides ennuis de la vie de château, tantôt la lance en des entreprises pour lesquelles on ne lui donne ni argent ni hommes (campagne des villes de la haute Loire, novembre-décembre 1429), ne cessant de l'entraver chaque fois qu'elle réussit à prendre une initiative : — « Désormais (après Reims), écrit Mgr Debout, chaque fois que d'elle-même l'héroïne s'élancera en avant, la plus vile politique entravera ses plans et cherchera à annuler son œuvre. Les triomphes que nous aurait préparés l'entier accomplissement de la mission de Jeanne ici-bas sont interrompus par le refus de coopération des chefs du pays. »

Les historiens profanes soulignent ici un nouvel et lamentable exemple de l'éternel conflit entre l'autorité militaire et le pouvoir politique. Il y a bien cela en effet. Mais, pour nous, il y a tout autre chose encore, et le conflit est autrement élevé, puisque d'un côté, du côté de Regnault de Chartres et des conseillers royaux, c'est bien toujours la politique avec son étroitesse, ses jalousies, ses vilenies de toute sorte ; mais de l'autre côté, en face, ce contre quoi s'insurge la politique, ce n'est plus seulement la science humaine des chefs de guerre, mais le « conseil » même de Dieu, des voix qui viennent du ciel, « mes voix », « mon conseil », « le conseil de mon Seigneur Jésus », comme dit la Sainte.

La comparaison toutefois entre les entraves apportées à sainte Jeanne d'Arc et celles dont eurent à pâtir tant d'autres capitaines au cours des siècles, n'est pas pour nous déplaire de tout point. Elle garde sa portée. Elle peut s'illustrer de maint exemple pris de l'histoire toute contemporaine [1]. Déjà les Romains, en temps de péril, avaient senti qu'il faut imposer silence au « Parlement » : ils installaient une dictature. Si le Parlement avait siégé chez nous en août et septembre 1914, si la peur ne l'avait heureusement dispersé, Joffre n'eût point réussi à se faire conférer, après Charleroi, les pleins pouvoirs (pour la nomination des officiers supérieurs) refusés précédemment au général Pau, ni par conséquent à préparer, à organiser en toute tranquillité d'esprit la merveilleuse retraite, prélude de la victoire de la Marne... Puis,

[1] Le maréchal French, commandant en chef du corps expéditionnaire anglais en 1914, s'est plaint, lui aussi, de recevoir de lord Kitchener, ministre de la guerre (un militaire pourtant, celui-là !), des ordres intempestifs ; et quand Kitchener, débarqué à Paris le 1er septembre 1914, témoigna l'intention de se rendre sur le front, French y mit son veto, n'admettant pas que son armée pût avoir deux chefs, et l'armée britannique poursuivit sa retraite, malgré la volonte du ministre de la guerre. — French, à plus d'une reprise dans son *1914*, fait des réflexions utiles à méditer :

« Si j'avais été laissé libre d'exercer la plénitude de mes fonctions de commandant en chef de l'armée britannique en France, j'aurais assurément donné des ordres touchant le dispositif de ces troupes. Je regrette d'avoir à dire ici mon opinion très nette : ce qui aurait dû être fait, pendant ces jours critiques, ne l'a pas été, *grâce uniquement aux essais tentés par lord Kitchener de réunir dans sa main les rôles séparés et distincts de ministre à Londres et de général en chef en France.* Je crois avoir le droit, dans l'intérêt de mon pays, en pensant aux guerres où nous pourrons être engagés dans l'avenir, je crois avoir le droit d'exposer ici complètement les faits. Le désastre de Sedan fut dû en partie à l'ingérence de Paris dans les opérations de l'armée, et la guerre civile d'Amérique se prolongea au delà des prévisions grâce à l'intrusion répétée du secrétaire d'Etat dans le commandement...

« Il est très difficile à d'autres qu'à des soldats de comprendre la portée et le sens d'incidents comme celui qui venait de se passer à Paris (ce 1er sept. 1914). Si la confiance des troupes dans leur chef est ébranlée, si peu que ce soit, si son influence, son pouvoir, son autorité, sont affaiblis par un doute jeté sur son habileté professionnelle, si discrète que soit l'expression de ce doute, l'effet réagit immédiatement sur l'armée tout entière. Cela est vrai surtout dans des moments comme celui-là, pour des troupes qui doivent donner tant et de si grandes preuves de leur courage, de leur endurance et, par-dessus tout, de leur *foi* en leurs chefs ».

« le Parlement se réunit », et c'est une campagne d'intrigues sans nom contre ce que l'on appelle, dans ce monde-là, « l'esprit de Chantilly », l'esprit du G. Q. G. Il faudra, pour que la campagne de 1918 se poursuive sans encombre, l'énergie de Clemenceau et le silence imposé par lui aux menées parlementaires.

L'autre jour (p. 329), je citais les réflexions patriotiquement attristées du général Mangin sur les circonstances pénibles où Joffre dut quitter le Haut Commandement, avec Castelnau et Foch (16 décembre 1916) [1]. On avait choisi, pour l'exécution du maréchal, le moment précis où il venait de faire accepter, par tous les Alliés représentés à la conférence de Chantilly (16 nov. 1916), un grand plan d'offensive générale : l'offensive se déclenchera sans retard, dès le 1er février 1917, a-t-on décidé : car il s'agit de ne pas se laisser devancer par l'ennemi... On fut devancé pourtant, non par l'ennemi du dehors, mais par l'ennemi parlementaire ; et Joffre fut remplacé par Nivelle.

C'est Briand qui à ce moment-là était président du Conseil. Ce n'est pas à lui pourtant que remonte toute la responsabilité de ce coup d'Etat. Il avait, au contraire, imaginé une combinaison qui eût donné le commandement de toutes les armées à Joffre, Nivelle ayant le commandement du front de France : puisqu'un changement s'imposait, c'était là une solution très heureuse. Elle impliquait la suppression des groupes d'armées, et Nivelle eût mené lui-même sa bataille, de près, avec de bien meilleurs résultats, ses arrières restant protégés par la forte couverture que représentait Joffre. Mais la pression parlementaire fit écarter cette solution ; et le bâton de maréchal couvrit la disgrâce du vainqueur de la Marne.

II. — Nivelle souffrira de cette origine trouble. Il n'aura pas la même indépendance que son prédécesseur. Celui-ci, fort de son autorité, ne disait rien de ses plans au monde politique ; et le grand reproche qu'on lui faisait en ces milieux parlementaires, toujours à l'affût des informations qui ne les regardent pas, c'était de s'isoler complètement. Nivelle donnera dans l'excès contraire ; il parlera à qui voudra l'entendre ; ses paroles, en se répandant dans le public, s'amplifieront encore, développeront des espérances exagérées, déraisonnables. D'où, à la première nouvelle que ces espérances ne se réalisaient pas du jour au lendemain dans toute leur amplitude, une dépression profonde de l'esprit public. Il n'est pire dépression que celle qui suit des espoirs insensés. Telle, la dépression de l'impératrice Eugénie (et d'une partie notable de l'opinion publique) à la nouvelle de nos désastres de la première semaine d'août 1870. L'espionnage allemand en France a joué plus volontiers des fausses mauvaises nouvelles, ce qui semblait plus facile à sa grosse psychologie ; mais il a joué aussi des « bons » mensonges (notamment à la fin d'août 1914).

Nivelle, prenant possession du Haut Commandement, accepte, dans l'ensemble, le plan d'offensive élaboré à Chantilly en novembre ; il y ajoute quelques modifications, portant sur une légère extension du front, sur la simultanéité des attaques de la Somme (Anglais) et de l'Aisne (Français) (qui devaient être successives dans le plan de Joffre), sur la conquête préalable du Chemin des Dames, position formidable qui avait des vues sur toute la plaine. Surtout il préconisait la rapidité des opérations et l'exploitation immédiate, à fond, des succès (peut-être a-t-il trop laissé croire au public que c'est chose si facile que d'exploiter un succès). Il songe à s'assurer le concours de Pétain ; mais celui-ci formule très franchement des critiques qui rendent difficile son emploi dans la réalisation du projet. Il en confie alors la préparation au général Micheler, « qui se montrait à ce moment très partisan, dit Mangin, d'une offensive rapide et brutale. » Micheler, très fort sur le papier, fixe une première ligne à atteindre en trois heures et une seconde ligne trois heures après, entrant dans des détails trop minutieux qui ne laissaient aucune initiative à ses subordonnés : d'où quelques dissentiments que Nivelle eut à apaiser. Mais c'étaient là des détails.

Ce changement dans le personnel avait pris un temps précieux. Février se passe sans qu'on inquiète les Allemands. Le 4 mars (1917) Franchet d'Espérey, commandant le groupe des armées du Nord (où il a remplacé Foch), signale qu'à n'en pas douter l'ennemi prépare un repli sur une position à une vingtaine de kilomètres en arrière ; il en conclut la nécessité, soit d'attaquer le plus tôt possible, soit de modifier la forme de l'offensive, qui prévoyait une préparation de cinq jours au cours desquels l'ennemi aurait tout le loisir de se retirer. Nivelle, sceptique, décide d'abord de ne rien changer à son plan d'opérations. — « Il est fâcheux que cette retraite (sur la ligne dite Hindenburg, passant en avant et près de Lens, Saint-Quentin, La Fère, Vailly) ait pu s'exécuter à loisir, sans être inquiétée, dit Mangin, et qu'ait été écartée la suggestion du général d'Espérey, qui voulait attaquer dès les premiers jours de mars,

[1] Voir, pour ce qui suit, le travail, désormais achevé, du général Mangin, *Comment finit la guerre : Revue des Deux Mondes*, 1er et 15 avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet 1920.

En même temps que s'achevait le travail de Mangin, paraissait **La guerre vue d'en bas et d'en haut**, par Abel Ferry, in-12 de 330 p., net 6 f. 75, Paris, Grasset. Abel Ferry, député des Vosges, en mission volontaire aux armées, a été tué à l'ennemi le 15 sept. 1918. Il avait été très actif, tout le temps de la guerre, à la Commission parlementaire de l'armée. On a recueilli, dans ce volume, ses rapports, mémoires, notes, lettres, interventions à la tribune, d'octobre 1914 à sept. 1918. C'est extrêmement intéressant. Ce qui en fait l'intérêt, c'est que c'est l'œuvre d'un homme consciencieux (même Léon Daudet l'a honoré de cette épithète), mais le plus farci d'idées fausses qui se puisse imaginer. C'est le type du parlementaire qui ne croit qu'au parlementarisme. Il écrit cette phrase inouïe :

« L'éloignement du Haut Commandement pour le Parlement, la timidité du Parlement à l'égard du Haut Commandement (pendant les deux premières années de la guerre) nous ont coûté 300.000 à 400.000 morts inutiles et une guerre plus longue. »

C'est précisément parce qu'il y avait dans la Chambre de 1914 beaucoup d'hommes à penser ainsi, et de bonne foi (sans parler des traîtres du type Malvy, Caillaux, Turmel, Paul-Meunier...), c'est pour cela que Joffre dès le début interdit l'accès du G. Q. G. aux parlementaires qui dès lors lui vouèrent une haine inexpiable. — On a écrit beaucoup, et très bien, contre cette peste parlementaire : nul réquisitoire ne vaut ce plaidoyer d'Abel Ferry, précisément parce que c'est le plaidoyer, non pas du coupable, mais de l'égaré, de l'illusionné.

en plein repli de la grosse artillerie et des immenses approvisionnements [1]. »

En ce même mois de mars, deux faits nouveaux étaient en train de changer l'équilibre général des forces en présence : la révolution russe et l'entrée en ligne des Etats-Unis. Y avait-il là, pour nous, raison suffisante d'abandonner notre plan d'offensive?

Non. Car, 1o pour ce qui est de la Russie, la révolution avait ébranlé la force des armées russes, elle ne les avait pas détruites encore. Celles-ci restaient assez redoutables pour que le haut commandement allemand enlevât du front français 5 divisions pour la Galicie (où elles arrêtèrent l'offensive Broussiloff), puis 2 divisions pour la Bukovine contre l'offensive russo-roumaine. Une activité plus grande du front français eût empêché ces prélèvements et permis sans doute à la Russie de garder une certaine cohésion dans son armée et de se préserver de l'anarchie complète.

Et 2o, quant à l'aide américaine, son effet moral était produit par la déclaration de guerre, et il était considérable ; mais l'arrivée effective des troupes n'apparaissait que dans un avenir assez lointain. En fait, et bien qu'aucun navire de transport n'ait été coulé par les sous-marins allemands (chance sur laquelle il eût été imprudent de tabler), le transport des troupes américaines se limita à environ 25.000 hommes par mois en 1917, une trentaine de mille par mois au début de 1918. En mars, au moment de l'offensive allemande, il y avait en tout 300.000 Américains en France : six divisions d'infanterie à l'instruction. Il fallut l'imminence du danger (fin mars 1918) pour réaliser le prodige d'activité et d'organisation qui éleva brusquement le chiffre des hommes transportés mensuellement à 69.000, 94.000, 200.000, 295.000... Sans ces tragiques événements de mars 1918 on eût dû attendre fort longtemps le million d'Américains que d'aucuns après coup jugeaient nécessaires pour entamer la grande offensive alliée. Il ne pouvait donc être question, pour Nivelle, au printemps de 1917, d'attendre l'arrivée des troupes américaines.

III. — Un événement dont les conséquences immédiates furent pour nous plus graves que celles de la révolution russe, ce fut, en mars 1917, la crise ministérielle qui porta au pouvoir le ministère Ribot-Painlevé. Un incident de séance à la Chambre des Députés avait amené, le 20 mars, la démission du ministre de la guerre, le général Lyautey. Briand lâcha Lyautey, assez piteusement, et dut lui-même se retirer ensuite. Son successeur Ribot appela au ministère de la guerre Painlevé. Painlevé avait refusé d'entrer dans la précédente combinaison Briand, précisément parce qu'il réprouvait la nomination de Nivelle comme commandant en chef; et il la réprouvait, non pour des raisons personnelles, disait-il, mais parce qu'il n'était pas partisan du système de guerre que représentait à ses yeux Nivelle. Conçoit-on qu'en pareilles conditions et à la veille d'une telle offensive, Ribot ait imposé à Nivelle Painlevé comme ministre de la guerre? Mais Painlevé était désigné par une fraction importante du Parlement : cela suffisait à Ribot.

Painlevé, dont les gens indulgents se bornent à dire qu'il est totalement dépourvu de jugement, n'était pas homme à comprendre la délicatesse de sa situation. Il se met à interroger ceux des chefs de l'armée qu'il suppose capables de lui apporter des arguments contre l'offensive imminente, — et ceux-là seulement. Il accroît leurs hésitations, « sans même s'en rendre compte », dit Mangin. Il ne daigne même pas informer de ce procédé Nivelle lui-même, qui ne l'apprend que par ses subordonnés. Nivelle apprend aussi qu'un officier supérieur est chargé, au cabinet du ministre, d'ouvrir un dossier contre le projet d'offensive, ce qui n'est pas sans l'inquiéter. Toutefois, aucun des généraux interrogés n'était d'avis de renoncer à l'offensive : ils ne croyaient pas qu'elle pût amener toutes les conséquences prévues par leur chef, mais ils ne prenaient pas la responsabilité de conseiller son arrêt. En sorte que la critique qu'ils en formulaient ne pouvait être que stérile. — Par ailleurs, Painlevé consultait (24 mars) sir Douglas Haig et de nombreux officiers anglais : sans s'embarrasser des détails d'exécution, leur avis unanime était de « frapper vite, à toute volée, un grand coup sur l'ennemi ». Painlevé acquérait ainsi la certitude que, à cette date, même après la révolution russe et l'entrée des Etats-Unis en guerre, le gouvernement et le haut commandement anglais étaient résolument partisans de l'offensive.

Croit-on que Painlevé en soit resté là? Que ce serait mal le connaître ! Le 3 avril, il provoque, au ministère de la guerre, une réunion entre Ribot, président du Conseil, le ministre de la marine Lacaze, le ministre des armements Albert Thomas, le ministre des colonies Maginot, et Nivelle : il s'agissait d'examiner si l'offensive, dont la date était fixée au 8 avril, devait avoir lieu dans la situation nouvelle que créaient le repli allemand,

[1] D'Espérey, convaincu malgré le scepticisme de son chef, avait bien donné l'ordre, dès le début, de garder le contact avec l'ennemi en le suivant dans sa retraite, puis en le poursuivant. Mais c'est surtout à partir du 19 mars, quand le repli allemand s'étendit au front entre Oise et Aisne, que la poursuite fut vigoureuse et coûta des pertes sensibles à l'ennemi. — Les journaux allemands du temps qualifient cette opération « Retraite stratégique, ...Repli élastique » qui contient en germe une « manœuvre géniale » d'Hindenburg. — Ludendorff, dans ses *Souvenirs*, explique que le repli, en retardant l'offensive alliée, devait laisser à la guerre sous-marine, déchaînée à outrance le 30 janvier 1917, le temps de produire ses effets.

Ce repli fut opération non seulement militaire, mais barbare. Détruire les voies de communication, c'est de bonne guerre ; détruire tous les lieux habités pouvant servir d'abri aux troupes peut s'admettre à proximité de la ligne de feu, encore que cette pratique pousse bien loin les rigueurs de la guerre. Mais consacrer à faire sauter des ruines imposantes et à raser tous les arbres fruitiers une quantité d'explosifs et une main-d'œuvre considérable qui, au point de vue militaire, eussent été mieux employés à détruire des parties de routes plus étendues et à abattre un plus grand nombre des arbres plantés sur leur parcours ! ce que faisant, les Allemands eussent gêné davantage la progression des troupes françaises et leur ravitaillement... Mais ce n'est pas seulement aux armées alliées qu'ils faisaient la guerre : c'était au peuple de France, atteint dans son passé comme dans son avenir, dans toutes ses richesses, artistiques, industrielles, agricoles.

la révolution russe et l'intervention des Etats-Unis.

Cette conférence, cinq jours avant la date fixée pour l'offensive, se comprend mal, dit Mangin ; elle ne pouvait rien décider, sinon la réunion du Comité de guerre pour examiner la même question, c.-à-d. de savoir s'il y avait lieu d'intervenir auprès de nos alliés britanniques pour modifier des projets arrêtés d'accord avec eux, et dont M. Painlevé venait d'acquérir la certitude qu'ils restaient résolument partisans. Harassé de questions sur la façon dont se déroulerait l'attaque, le général en chef affirma sa foi inébranlable dans une rupture rapide suivie immédiatement de l'exploitation prévue qui, en trois jours environ, menait le groupe d'armées Micheler sur la Serre à 30 km. de sa ligne de départ... Il fut décidé que « le général en chef attaquerait sur le front qu'il avait choisi, quand il jugerait ses préparatifs terminés, et au jour par lui désigné. » Il avait donc toute latitude.

Nivelle va-t-il enfin être laissé à la préparation de l'offensive imminente ? Du tout. Voici bien une autre histoire. Le général Messimy, député (le ministre de la guerre d'août 1914), se présente chez Ribot avec une note qui, prétendant traduire « l'opinion des chefs les plus réputés de l'armée française », demande 1° l'envoi immédiat de huit divisions françaises et anglaises dans le Trentin (toujours ces Italiens !), 2° que l'on donne immédiatement l'ordre d'attendre les beaux jours pour entamer les opérations offensives en France, et enfin 3° que l'on entende les commandants de groupes d'armées, soit ensemble, soit séparément.

La note Messimy ne révélait aucun fait nouveau. Elle suffit cependant à déterminer la réunion à Compiègne, le 6 avril, d'un conseil de guerre extraordinaire. Y assistèrent : le Président de la République, Ribot et les trois ministres de la Défense nationale, le général en chef et les généraux commandants de groupes d'armées, Micheler, Pétain, d'Espérey, de Castelnau. Y manquait Foch, commandant de groupe d'armées aussi, mais qui brusquement la veille avait été envoyé en Italie. Tous ces Commandants de groupes d'Armées furent unanimes sur la question de la nécessité d'une prompte offensive, menée à fond, mais en émettant, à des degrés divers, des doutes sur la rupture immédiate, surtout sur la possibilité d'une exploitation immédiate. — Nivelle alors : « Puisque je ne suis d'accord ni avec le gouvernement ni avec mes subordonnés, il ne me reste plus qu'à remettre ma démission entre les mains du Président de la République ». — Mais tous de se récrier sur l'impossibilité de changer le commandant en chef à la veille d'une attaque dont la nécessité est admise par tous. Nivelle, après quelques hésitations, n'envoie pas sa lettre de démission. Somme toute, le conseil de guerre ne décide rien, sinon la nécessité de l'offensive. Il laisse sa liberté d'action à Nivelle, sous réserve, exprimée du reste sans clarté, que si après 24 heures de combat les résultats sont indécis et les pertes trop lourdes, l'opération sera interrompue. Nivelle cependant, tout en affirmant sa foi en une percée rapide, a déclaré qu'il ne veut pas livrer une demi-bataille et qu'il ignore la forme que prendra la lutte une fois engagée. Mais les deux officiers qu'il a amenés avec lui pour rédiger le compte-rendu ont été congédiés ; et aucun procès-verbal n'a été rédigé.

Foch, trois mois plus tard, devant la commission d'enquête sur les opérations de l'Aisne convoquée en juillet, déclarera : — « Nivelle a agi inconsidérément *en acceptant d'aller à la conférence de Compiègne* » ; et le rapport de la commission (composée des généraux Brugère, Foch et Gouraud) sera sévère aussi pour la conférence : — « Le doute entré dans l'esprit des principaux exécutants n'aura pas été dissipé par la réunion du 6 avril. Ils n'auront plus cette confiance réciproque et cette foi dans le succès qui donnent au chef l'énergie nécessaire pour dominer les événements ».

Réuni sans motif comme sans objet, ce conseil de guerre extraordinaire a tué la confiance entre le général en chef et ses subordonnés, déjà atteinte ; cette épreuve, qui n'avait jamais été infligée à un chef militaire, a jeté l'inquiétude dans l'esprit du général Nivelle, pourtant impassible devant l'ennemi dans les circonstances de guerre les plus graves. Il importe de signaler les conséquences d'une conférence à laquelle le général Nivelle n'aurait pas dû se rendre et qui restera vraisemblablement *unique dans l'histoire*.

Le 9 avril, offensive anglaise sur un front de 24 km., l'armée Horne au nord d'Arras, l'armée Allenby au sud. Succès rapides (crête de Vimy) jusqu'au 14, insuffisamment exploités mais qui tout de même ont inquiété l'ennemi, comme en témoigne Ludendorff dans ses *Souvenirs de guerre :*

Le 9..., l'ennemi (l'Anglais) réussit, aux premières heures de la matinée, à pénétrer dans notre position d'artillerie et à conquérir les hauteurs qui dominaient le terrain, bien loin vers l'Est... La situation était *extrêmement critique* et pouvait devenir dangereuse pour l'ensemble, au cas où l'ennemi poursuivrait son action. Mais les Anglais se contentèrent de leur grand succès et, tout au moins le 9 avril, ne continuèrent pas leur attaque...

Le 10 avril et les jours suivants furent des jours critiques. On ne réussit pas sans effort à boucher une brèche de 12 à 15 km. de large sur 6 km. et plus de profondeur... C'est l'affaire du G. Q. G. sans doute de veiller aux réserves. Mais la situation militaire ne nous permettait pas d'avoir, derrière chaque division défaillante, une division prête à la remplacer... Une journée comme celle du 9 avril bouleversait tous les calculs...

La bataille d'Arras battait son plein dans la seconde quinzaine d'avril, exigeant des réserves et du matériel en grande quantité, quand, le 16 avril, les Français commencèrent une offensive de grande envergure, sur l'Aisne et en Champagne...

Entre temps, le gouvernement anglais s'alarmait des dispositions où il sentait le gouvernement français. Il apprenait, avant l'attaque du 16, que le cabinet de guerre français avait l'intention d'arrêter l'offensive au bout de quelques jours si les résultats escomptés n'étaient pas atteints ou du moins près de l'être. Et le 18, Lloyd George faisait demander à Douglas Haig quel serait l'effet produit par une pareille mesure. Réponse de Douglas Haig, 19 avril :

Dans mon opinion, la décision de cesser immédiatement les opérations offensives jusqu'à ce que la Russie et l'Amérique soient en mesure de se joindre à nous (probablement pas avant le printemps prochain), serait

très contraire à la sagesse. La lutte suit un cours normal... *Les résultats des derniers jours* sont hautement encourageants. La bataille présente se développe de façon très satisfaisante. Abandonner les bons espoirs de succès en ce moment serait très décourageant pour nos armées et encourageant pour l'ennemi, qui serait laissé libre de se ressaisir, de se réorganiser et de prendre l'initiative des opérations sur ce théâtre ou sur un autre...

Je considère que *les chances de succès, cette année, sont remarquablement bonnes,* si nous ne relâchons pas nos efforts ; et qu'il ne serait ni sage ni sensé, — et à la longue plus coûteux en hommes et en argent, — de suspendre à bref délai les opérations offensives.

Au contraire, tout effort devrait être fait pour inciter tous les Alliés à faire dès maintenant tout au monde pour coopérer à la grande offensive, afin d'occuper l'ennemi complètement et partout comme il a été convenu l'an dernier à la conférence de Chantilly.

Cette manière de voir du général anglais ne faisait point l'affaire de Painlevé. Le 26, il est mandé à Paris pour conférer avec Ribot et Painlevé, qui envisagent la nécessité d'arrêter l'offensive, vu les pertes énormes des armées françaises, — 25.000 tués et 95.000 blessés, disent-ils, alors que les chiffres réels, établis à cette date par les états de pertes des armées, étaient de 15.000 et 60.000. Même devant ces chiffres exagérés, Douglas Haig maintient son point de vue : les résultats ne sont pas ceux qu'on a escomptés, mais tels quels il les trouve satisfaisants. Les réserves allemandes sont à ce moment très inférieures aux réserves franco-britanniques ; il faut donc « poursuivre la bataille à fond. »

Cependant le gouvernement anglais, de plus en plus inquiet sur le compte du gouvernement français, provoque à Paris deux conférences : la 1re, composée des généraux Nivelle, Pétain, Douglas Haig et William Robertson (chef d'Etat-major de l'Empire britannique)[1]: unanimement ils concluent à la nécessité de poursuivre l'offensive, avec toutes les forces disponibles, avec l'objectif de détruire les divisions ennemies : « Pas de demi-mesure, disent-ils, entre cette méthode et une défensive qui en ce moment équivaudrait à reconnaître notre infériorité » ; une grande partie des réserves allemandes est épuisée, mais il ne faut pas donner à l'ennemi le temps de se ressaisir, autrement il pourrait tenir jusqu'à ce que la guerre sous-marine ait atteint tous ses effets ; — la 2e conférence (après-midi du 4 mai), composée des mêmes éléments militaires, auxquels s'adjoignent les ministres des deux puissances. Lloyd George expose franchement qu'il éprouve le besoin de s'assurer que tous sont bien d'accord sur le principe d'une offensive continue ; quant aux détails de l'exécution, ce n'est point aux civils à s'en mêler.

Nous préférons, dit-il, que les généraux gardent pour eux ce qui concerne leurs plans d'exécution. Quand on les met sur le papier pour les communiquer aux ministres, il est rare que les ministres soient seuls à les connaître[1]... Ce que nous n'avons pas besoin de savoir, c'est le lieu précis d'attaque, ni la date, ni le nombre des canons et des divisions engagées. Il est essentiel que ces détails restent secrets. *En Angleterre, nous ne posons pas ces questions.*

Il s'efforce de montrer au gouvernement français tout le chemin parcouru en avril ; il énumère les prises : 45.000 prisonniers, 450 canons, 800 mitrailleuses, 200 km. carrés reconquis :

Nous pourrions, dit-il, nous laisser aller à ne pas estimer à leur valeur les résultats de notre offensive. On avait sans doute formé de grandes espérances qui ne se sont pas réalisées. Mais *sans espérance au-delà de ce qui est possible,* peut-être ne trouverait-on pas l'élan indispensable en temps de guerre... Supposez que ce soit l'ennemi qui ait obtenu ce résultat... et imaginez la vague de pessimisme qui gagnerait l'opinion publique. Cela suffit à montrer la réalité des succès que nous avons remportés... Les pertes que nous subissons sont très pénibles, mais il est impossible de les éviter, si nous faisons la guerre... S'il s'agit d'économiser les vies humaines, nous dirons que les attaques faibles et répétées coûtent autant et plus que les attaques à fond... J'espère que ces considérations vous amèneront l'un et l'autre, dit-il en s'adressant personnellement à Ribot et à Painlevé, à admettre que nous devons tous à la fois donner tous nos efforts[1].

Lloyd George emporta en Angleterre des promesses dont il prit acte ; mais elles étaient entourées de telles réticences qu'il dut avoir peu d'illusions sur la durée de l'attaque « sans répit » qui avait été résolue.

Ce n'est pourtant pas d'Angleterre seulement que le réconfort arrivait au gouvernement français, c'était du front aussi. M. André Hallays, mobilisé en Alsace à la lecture de la presse germanique, multipliait les témoignages du désarroi de l'opinion en Allemagne, en cette seconde quinzaine d'avril. On craignit même, alors, des émeutes outre-Rhin. Ce n'est qu'en mai que, à la lecture de certains journaux français et de certains débats à notre Parlement, l'Allemagne se mit à reprendre quelque espoir. Mais c'est nous-mêmes qui, par notre pessimisme aveugle, avons été les artisans de ce renouveau d'optimisme chez nos ennemis. — « Au printemps de 1917, l'Allemagne était dans un tel désarroi moral qu'il eût suffi d'un coup rapide et

[1] Les Anglais se sont plaints plus d'une fois, au cours de la guerre, des fuites qui se produisaient chez nous. En novembre 1917, après l'offensive qu'ils lancèrent en direction de Cambrai et qui eut un succès si brillant mais malheureusement éphémère, on leur représenta que, s'ils nous eussent tenus au courant de leur dessein, nous nous fussions mis en mesure de les aider à exploiter leur victoire. Ils répondirent que s'ils nous eussent mis dans leur secret, il n'y eût plus eu de secret du tout, donc plus d'offensive possible.

Joffre déjà écrivait à Galliéni, 7 sept. 1914 : — « Je vous serai reconnaissant *de ne pas envoyer au gouvernement des renseignements relatifs aux opérations.* Dans les comptes-rendus que je lui envoie, je ne lui fais jamais connaître le but des opérations en cours, ni mes intentions ; ou du moins, dans ce que je lui dis, je lui indique les parties qui doivent rester secrètes. En agissant autrement, *certaines opérations pourraient parvenir à la connaissance de l'ennemi* en temps utile pour lui. C'est pour cela que je considère comme indispensable que je sois le seul à traiter ces questions avec le gouvernement, parce que je suis le plus à même de juger ce qui peut être dit sans inconvénient. »

[1] « C'est, ajoutait Lloyd George, c'est sur les épaules de la France et de la Grande-Bretagne que repose tout le fardeau de la guerre. Ce que peut la Russie, c'est un mystère. Ce que l'Italie *peut* ou *veut* faire, nous ne le savons pas assez. L'Amérique est encore une inconnue. Il ne faut pas compter qu'elle nous aide militairement avant longtemps. »

C'est l'Italie aussi qui, en ce printemps de 1917, avec la complicité obtuse de Ribot, a fait échouer la mission du prince Sixte de Bourbon-Parme (frère de l'ex-impératrice d'Autriche). Les offres du prince, parlant au nom de l'empereur Charles, ont été prises très au sérieux par MM. Poincaré et Jules Cambon ; mais il y avait l'Italie et Ribot ! — Voir, sur cette affaire, la publication, palpitante, de tous les documents qui y ont trait, dans *Opinion* des 3 et 10 janvier 1920, sous ce titre : *La Mission secrète du prince Sixte de Bourbon (6 décembre 1916-23 mai 1917).*

vigoureux pour précipiter sa défaite et sa ruine. » (A. Hallays, *L'opinion allemande pendant la guerre,* p. 136-142).

Ludendorff, dans ses *Souvenirs,* n'attribue son salut, en ce printemps, qu'à l'inaction russe pendant l'attaque franco-britannique, et en l'été suivant, à l'inaction française : — « L'offensive russe, dit-il, vint plus tard, en juillet... L'action des Alliés n'était pas concertée, comme à l'automne 1916 ; chacun marchait pour son compte, et nous pûmes, en agissant sur la ligne intérieure, repousser et battre séparément les adversaires isolés. » L'arrêt de l'offensive française permit aux Allemands d'enlever au front français, en juin 1917, six divisions qui contribuèrent dans une large mesure à arrêter l'offensive de Broussiloff. — « En mai 1917, dit Mangin, l'armée allemande était dans des conditions qui se retrouveront seulement en août 1918 ; mais l'Entente saura alors en profiter. »

Painlevé (fin avril) achevait de démolir Nivelle en décrétant l'institution d'un major général résidant près du ministre, comme une sorte de contrôleur des actes et des ordres du commandant en chef : celui-ci ne pourra plus ordonner une attaque, si petite qu'elle soit, sans en avoir soumis tous les détails à ce major général. Situation d'autant plus intenable que le major nommé fut Pétain, qui différait d'avis complètement avec Nivelle et avait ouvertement blâmé ses opérations. Le 9 mai, Ribot déclare à la commission sénatoriale de l'armée que la crise du commandement est ouverte. Le lendemain, au Comité de guerre, Painlevé demande à Nivelle de solliciter lui-même d'être relevé de ses fonctions, sous un prétexte de son choix. Nivelle, pensant que l'ennemi verra là un aveu de défaite, refuse. Plusieurs jours durant, le gouvernement hésite. Mais la menace de démission de Painlevé et l'attitude de Ribot déterminent le Conseil des ministres à remplacer, le 15 mai, Nivelle par Pétain, à qui Foch succède dans ses fonctions de chef d'état-major général.

Quelques jours plus tard, après le 20 mai, éclataient les premières mutineries. Elles s'étaient préparées à l'arrière, où la trahison enhardie par l'attitude insensée de Painlevé était en train de se développer avec une audace inouïe : — « Elle opéra, dit H. Galli dans son Rapport au Parlement (p. 232 : sur son livre, cf. *Ami* p. 206), avec une confiance presque justifiée dans le succès, lorsque des couloirs de la Chambre, des antichambres ministérielles s'échappèrent les plus tristes rumeurs de découragement. De l'arrière, elle gagna l'avant... »

Ce que fut l'œuvre de Pétain, quel tact et quelle énergie tout ensemble il déploya pour la reconstitution du moral de l'armée française, on l'a dit ici cette année, p. 26-29. Pétain n'obtint pas du gouvernement toutes les mesures qu'il réclamait ; le gouvernement cependant, à demi éclairé, lui accorda beaucoup plus qu'il n'avait fait à Nivelle. Painlevé, le grand responsable, subit pour toute punition (et encore bien tardive : six mois plus tard) un vote de la Chambre : c'est le seul de nos Cabinets de guerre qui soit tombé sur un vote formel du Parlement ; tous les autres se sont retirés d'eux-mêmes [1].

IV. — A la fin de cette année 1917, Foch méditait un plan offensif pour 1918 ; mais il n'en put faire admettre même l'étude par les deux commandants en chef, britannique et français, qui estimaient que l'état de leurs effectifs ne leur permettait pas d'entreprendre de grandes opérations offensives et se contentaient d'attendre l'attaque allemande : — aveu d'infériorité qui ne semble pas justifié : les divisions allemandes (195, contre 162 chez nous) étaient dépourvues des réserves nécessaires à leur entretien ; et quant aux Alliés, l'arrivée de Clemenceau au pouvoir (novembre 1917) avait arrêté les ravages de la démobilisation inaugurée par Painlevé, l'Angleterre pouvait aisément mettre un peu plus de rigueur dans l'application de la conscription, et l'Amérique débarquait...

On décida donc de se résigner à la défensive, ce qui était d'autant plus imprudent que l'offensive allemande était certaine et qu'en cette phase de la guerre toute attaque devait infailliblement réussir au début et que de ce premier succès il était impossible de prévoir les conséquences... Mais l'idée d'offensive n'était pas encore comprise des gouvernements alliés... Foch du moins fit admettre qu'une réserve interalliée serait constituée à la disposition du Comité exécutif du Conseil suprême de guerre ; mais l'engagement resta vain : les deux commandants en chef ne jugèrent jamais à propos de constituer la fraction de cette réserve qui leur incombait. Et ils eurent gain de cause dans la conférence tenue à Londres les 14 et 15 mars 1918 (une semaine avant l'offensive Ludendorff), malgré les instances de Foch, que ne soutint nullement alors Clemenceau : la constitution de la réserve interalliée fut renvoyée à une date indéterminée.

Si elle eût existé, pour être prête à agir sur l'un ou l'autre front, elle se fût trouvée vers les arrières de leur point de jonction, dans la région de Compiègne. Ce point faible fût alors devenu le point fort du front anglo-français. Mais faute de cette réserve, il restera le point faible, celui que l'ennemi devait attaquer, et qu'il attaqua.

On subit donc l'offensive, — les offensives, — du printemps 1918. Ce furent, en apparence, pour

[1] « Dans une période de vingt-deux jours (du 20 avril au 11 mai), a dit Nivelle devant la Commission d'enquête, j'ai passé douze jours hors de mon Q. G. ; et sur ces douze absences, neuf, les trois quarts, sont uniquement dues à l'intervention du Gouvernement » (cité dans Galli, p. 208). Mangin a bien raison de noter : — « Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Commandement, harcelé sans répit, n'avait plus sa liberté d'esprit. »

Nos pertes du 16 au 25 avril : 15.589 tués, 60.036 blessés, 20.500 disparus (tués ou prisonniers) : « Nous étions loin des pertes subies dans les offensives précédentes, et les résultats obtenus étaient sensiblement plus considérables... La liquidation de cette grande opération fut plus coûteuse que l'opération elle-même. Sur ce terrain, fin mai, nous en étions à 67.000 morts ou disparus, 110.000 évacués ; en fin juillet, à 87.000 morts ou disparus, 169.000 évacués. — Pendant le reste de l'année, un calme relatif régna sur le front, qui s'anima seulement pour les attaques à objectif limité de la Malmaison et de Verdun. Nos pertes furent au total de 38.000 hommes tués et 128.000 évacués : ce sont les plus faibles de toute la guerre » (Mangin).

l'ennemi, des triomphes écrasants. Ils n'ont jamais pourtant ébranlé la confiance des vaincus, pas plus qu'ils n'ont suffi à asseoir solidement la confiance des vainqueurs d'un jour. Ludendorff, au lendemain même de la ruée du 27 mai, pensait que le moment serait propice pour traiter et que jamais plus pareille occasion ne se retrouverait [1]. Le moral de l'armée française ne cessait de monter parmi cette série de revers, tandis que le moral de l'armée allemande baisse au point que Ludendorff se demande (juin) s'il ne serait pas plus avantageux désormais de rester sur la défensive. Mais, de par les mensonges mêmes auxquels il a dû recourir pour griser ses troupes, il est condamné à l'offensive.

Offensive donc en Champagne, de part et d'autre de Reims : fixée d'abord au 12 juillet, elle a lieu seulement le 15. Le tir allemand de préparation commence à minuit 12 ; l'infanterie s'avance à 4 h. 30 : contenue entre la 1re et la 2e ligne par la magnifique résistance des détachements sacrifiés dans ce dessein, dès midi elle est arrêtée devant la position choisie par Gouraud [2].

Ce fut la dernière attaque déclenchée par le commandement allemand. L'offensive change de camp : le 18 juillet, à 4 h. 35 du matin, Mangin, sans aucune espèce de préparation d'artillerie, lance son armée, appuyée seulement de 321 chars d'assaut, sur l'ennemi, entre Aisne et Ourcq, à l'ouest de la poche de Château-Thierry. Surprise complète chez les Allemands ; des officiers supérieurs sont capturés au lit ; les premières lignes, bousculées en un clin d'œil, découvrent les batteries, qui sont enlevées. Au soir, l'avance, sur un front de 18 km., atteignait jusqu'à 6 et 7 km. de profondeur ; plus de 12.000 prisonniers restaient entre nos mains, et 250 canons. C'était ce que Madelin a appelé le renversement de la bataille : la victoire passait dans notre camp et jusqu'au bout va nous rester fidèle.

Et une victoire rapide. Les Allemands battus le 18 juillet, atteignent, le 5 août, à l'Aisne et à la Vesle leur ligne de repli. Là, se fiant au rythme ordinaire de cette guerre, ils croient à un long entr'acte. Le Kronprinz (ordre du jour du 7 août) proclame le devoir de rétablir par tous les moyens « la force combative » des soldats : pour cela, dit-il, le repos est nécessaire. Mais Foch, créé ce jour-là même (7 août) maréchal de France, n'est pas là pour donner du repos au Kronprinz et à ses *Feldgrauen*. Pas de répit, c'est son principe : frapper à coups redoublés et répétés, ne pas laisser à l'ennemi le temps de souffler. Dès le 24 juillet, avant même que la bataille déchaînée le 18 ait donné tous ses résultats, il a convoqué à son G. Q. G. de Bombon ses lieutenants et leur communique une directive pour les quatre grandes attaques qui partiront les 8 et 20 août, les 12 et 26 septembre, prélude de l'assaut général et concentrique fixé par la nouvelle et suprême directive du 10 octobre.

Quelle fut la mentalité de l'ennemi au cours de ces incomparables semaines ?

C'est le 8 août (reprise par nous de Montdidier et du Santerre) que Ludendorff s'est senti perdu : — « Le 8 août, écrit-il, est le jour de deuil de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre. » Des divisions entières ont « fait défection » les 8, 9 et 10 août, a-t-il révélé plus tard. Il offrit alors sa démission au Kaiser, qui la refusa.

Le 14 août, Conseil du Trône, le dernier auquel assista Guillaume II. Des lamentations ; rien de net. Hertling constate que l'opinion est fatiguée de la guerre et que le peuple manque de vivres et de vêtements. Il n'est plus question d' « actions militaires, » dit Hindenburg ; tout ce à quoi l'on peut songer, c'est à « paralyser peu à peu, par une défensive stratégique, la volonté de combattre de nos ennemis » : voilà un *peu à peu* magnifique, auquel il ne manque qu'une chose : l'approbation de Foch : Hindenburg et Foch ne marchent pas du même pas, ni ne parlent la même langue. Le Kaiser et le Kronprinz demandent une discipline plus vigoureuse à l'intérieur (elle est bonne, celle-là ! c'est le peuple qui va bientôt se charger de mettre à la discipline ses trompeurs). Bref, Guillaume II conclut qu' « il faut guetter un moment favorable pour s'entendre avec l'ennemi, » en utilisant la médiation de certains Etats neutres et en intensifiant la propagande au moyen de personnalités autorisées qui recevront leurs directives du ministère des Affaires étrangères.

L'Autriche, elle aussi, et plus encore, veut la paix. Seulement il y a des différences de modalités. L'Allemagne veut recourir à la médiation d'un Etat neutre ; l'Autriche demande qu'on aborde directement les puissances belligérantes. L'Autriche veut une démarche immédiate ; l'Allemagne voudrait attendre que ses armées aient terminé leur repli... Mais ce repli ne se termine pas : à peine croit-on en avoir atteint un, il faut en chercher un autre, impossible de s'installer nulle part sur une ligne quelconque, Foch est toujours là, qui ne laisse pas de répit, on sent qu'il ne s'arrêtera qu'au Rhin... Si bien que, le 10 septembre, Hindenburg consulté consent à « une explication immédiate, » mais par « l'entremise d'une puissance

[1] Or, c'était à ce moment-là, au lendemain du 27 mai, qu'un groupe de parlementaires prétendaient imposer à Clemenceau la révocation immédiate du général Foch. Supposez un Painlevé au pouvoir : l'affaire était réglée. — Le Rapport d'Abel Ferry sur cette rupture du front français le 27 mai n'a rien qui vise nominalement Foch (il est vrai que ce Rapport est du 17 juillet suivant, alors que la victoire changeait de camp) ; mais ce n'est pas sans un effroi rétrospectif qu'on lit les conclusions de la Commission que présidait Ferry, proposant des sanctions gouvernementales et le dépôt d'un projet de loi permettant de juger les officiers généraux « qui ont devant l'ennemi commis des fautes professionnelles, » etc. (ouvr. cité plus haut, p. 319).

[2] J'ai rappelé l'autre jour (*Ami*, p. 324) les articles de M. Madelin dans la *Revue des Deux Mondes* sur ces événements militaires de 1918. Il vient de les réunir en vol. : **La Bataille de France** *(21 mars-11 novembre 1918)*, in-12 de 380 p., 15 cartes en noir et en couleurs, 10 f., Paris, Plon. Ce qui en a été dit ici, cette année et l'an dernier, le témoignage même de Foch, suffisent à éclairer nos lecteurs. M. Madelin a fait la guerre ; et il l'écrit avec le même enthousiasme et le même sang-froid qu'il l'a faite. Il n'est pas possible de réaliser mieux en histoire l'harmonie de la précision et de l'éclat ; de la clarté et de la plénitude, de l'éloquence et de l'exactitude technique. C'est un feu d'exposition qui vous donne la sensation du *Trommelfeuer* du front. Voir *Ami*, p. 334-5. Les cartes en couleurs sont une merveille de lucidité.

neutre. » L'Autriche persiste à vouloir aborder les belligérants sans intermédiaire. La discussion se poursuit entre les deux alliés... Pendant ce temps-là, d'Espérey déclenche (15 septembre) une attaque foudroyante en Macédoine. Le 26, on apprend à Berlin que les Bulgares ont demandé un armistice. Panique à la Bourse. Le gouvernement prussien essaie d'abord de démentir, d'expliquer. Vain effort : trois jours après, 29 septembre, la capitulation bulgare est signée.

Le Haut Commandement, qui savait à quoi s'en tenir, n'a pas attendu cette signature pour presser l'ouverture des négociations. Dès le 21 septembre, Ludendorff, à la nouvelle des succès français en Macédoine, a suggéré de s'adresser non plus à un neutre, mais directement à Wilson par l'intermédiaire de la Suisse.

Seulement, à cette démarche il faut quelques préparatifs. Wilson a déclaré qu'il ne traitera pas avec le gouvernement qui a voulu et préparé la guerre mondiale. Le chancelier Hertling sera donc démissionnaire et cédera la place à un nouveau gouvernement, qui sera étiqueté démocratique. Le 29, Hindenburg et Ludendorff, conférant avec von Hinze, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, apprennent de sa bouche que c'est chose décidée et qu'Hertling n'est plus là : dès que le nouveau gouvernement sera constitué, l'offre de paix partira.

Il faut qu'elle parte tout de suite, clame Ludendorff. Le 1er octobre : — « Aujourd'hui la troupe tient, mais on ne peut prévoir ce qui arrivera demain. » Ce même jour, à 1 heure 30, Hindenburg écrit : — « S'il y a certitude d'ici ce soir 7 ou 8 heures que le prince Max de Bade forme le nouveau gouvernement, j'approuve l'ajournement jusqu'à demain matin. Si, au contraire, la formation du nouveau gouvernement demeurait tant soit peu douteuse, j'estime qu'il y a lieu d'envoyer cette nuit même la déclaration aux gouvernements étrangers. » — Ludendorff revient à la charge et demande que l'offre de paix soit faite sans attendre la formation du nouveau gouvernement ; il déclare « qu'une percée pourrait survenir à tout instant et que notre offre de paix arriverait alors au moment le plus défavorable ; qu'il aurait la sensation de se livrer à un jeu de hasard ; qu'à tout instant et en n'importe quel point une division pourrait manquer à son devoir... » — Sur quoi l'agent de liaison du ministre remarque : « J'ai l'impression qu'on a perdu ici tout sang-froid. » Il en prenait bien à son aise, cet agent civil !

Le gouvernement, pour calmer le Haut Commandement, télégraphie : — « Nouveau gouvernement formé vraisemblablement aujourd'hui 1er octobre pendant la nuit. Offre pourra être envoyée cette nuit même. Situation militaire est moyen de pression le plus fort vis-à-vis des partis déraisonnables et exigeants. »

Cela ne calme pas l'angoisse de Ludendorff. Il demande que l'offre de paix soit envoyée, non seulement à l'Amérique, mais aux autres puissances ennemies ; il désigne à l'avance la Commission d'armistice ; il faut tout faire pour que l'Entente reçoive la note le plus rapidement possible : « L'armée ne peut plus attendre 48 heures. » Il prévoit tous les détails, même la transmission par le poste de T. S. F. de Nauen [1], qui communiquera par Berne avec le gouvernement suisse.

Le Reichstag n'a pas été encore avisé. Le 2 octobre, un officier du Grand Etat-major y vient faire aux chefs de partis un exposé de la situation : impossibilité de gagner la guerre et nécessité de hâter les négociations de paix. Ludendorff s'étonne que cette révélation ait produit au Reichstag et dans le public une consternation générale : pourquoi cet étonnement ? à qui la faute, sinon à lui-même et à ses complices qui jusqu'à ce moment désespéré ont trompé le public ? L'Allemagne apprenant soudain qu'elle est vaincue, c'est « la situation d'un patient qui se réveillerait sous le chloroforme au milieu d'une opération très grave dont on lui aurait caché l'exécution » (Mangin).

Ludendorff cependant s'impatiente et réclame impérieusement communication de la note de paix : — « Comme on a dit que le G. Q. G. approuvait le contenu complet de la note, je demande qu'elle me soit communiquée avant son envoi, pour que je puisse prendre position à son sujet. » Et dans la journée il envoie un projet de texte.

Le lendemain 3 octobre, télégramme du prince Max de Bade, chancelier du nouveau gouvernement « démocratique, » à Hindenburg :

Avant de me décider à entamer l'action de paix désirée par le G. Q. G., j'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de se prononcer sur les questions suivantes :

1° Pendant combien de temps encore l'armée pourra-t-elle contenir l'ennemi au-delà de nos frontières ?

2° Le G. Q. G. doit-il s'attendre à un effondrement militaire, et, dans l'affirmative, à quelle époque ? L'effondrement signifiera-t-il la fin de notre force de résistance militaire ?

3° La situation militaire est-elle si critique qu'il faille engager immédiatement une action en vue de l'armistice et de la paix ?

4° Au cas où il serait répondu affirmativement à la question 3, le G. Q. G. se rend-il compte que le fait d'entamer des pourparlers de paix sous la pression d'une situation militaire critique peut conduire à la perte des colonies allemandes et de territoires allemands, en particulier de l'Alsace-Lorraine et des cercles purement polonais des provinces de l'Est ?

Aux deux premières questions, pas de réponse à donner : « La guerre n'est pas un problème de mathématiques, » dit Ludendorff. Mais aux deux questions suivantes il répond nettement que la situation militaire exige des ouvertures de paix immédiates, même si elles ont pour conséquences les pertes envisagées par le chancelier.

Le 5 octobre, première note allemande à l'Amérique, demandant à Wilson de prendre en mains le rétablissement de la paix sur les bases qu'il a indiquées dans ses discours (les XIV points et l'établissement en Allemagne d'un gouvernement de forme moderne). Réponse de Wilson le 9. Le 12,

[1] Petite ville brandebourgeoise (35 km. O. de Berlin), célèbre par son poste de télégraphie sans fil avec antenne haute de 100 mètres.

nouvelle note allemande (soumission, en termes ambigus, aux conditions Wilson). Le 15, réponse de Wilson, dure : « Le peuple, dit un secrétaire d'Etat berlinois, n'a été mis en face de tout le sérieux de la situation que par le ton sévère de la note de Wilson. » Et le vice-chancelier : — « Quand nous avons envoyé notre première note, les gars se sont demandé : Que se passe-t-il ? Cela n'a pas l'air d'aller si bien que cela... Bientôt, le moral fut chancelant. Quand arriva la deuxième note de Wilson, le moral s'effondra ; on vit qu'il s'agissait de notre existence. » Et le vice-président Friedberg : — « Aucun homme ne sait où il en est, et tous se frappent la tête pour savoir comment il se fait que l'on se trouve brusquement devant une telle catastrophe. »

Des voix ignares essaient de parler de levée en masse. Scheidemann (le leader socialiste qui vient de prendre un portefeuille dans le cabinet impérial du prince Max) répond justement : — « Je crois volontiers que l'on peut encore mobiliser pour l'armée plusieurs centaines de milliers d'hommes, mais on s'illusionne en croyant que ces centaines de milliers vont améliorer le moral de l'armée. Je suis persuadé du contraire. »

20 octobre, troisième supplique à l'Amérique. — Le 23, troisième et dernière note de Wilson : Wilson, sous l'énergique intervention de Clemenceau et de Lloyd George, renvoie Berlin aux chefs militaires de l'Entente, qui fixeront les conditions de l'armistice de façon à garantir « les mesures nécessaires pour rendre impossible la reprise des hostilités par l'Allemagne ; » de plus, il juge que les changements politiques introduits en Allemagne sont insuffisants pour permettre au peuple allemand de faire prévaloir sa volonté sur celle des autorités militaires de l'Empire, et indique nettement qu'il ne peut proposer à ses alliés de traiter avec les auteurs responsables de la guerre.

Cette déclaration de Wilson, dans toute l'Allemagne et dans les pays neutres, est comprise comme une mise en demeure d'écarter Guillaume II et le Kronprinz du gouvernement de l'Empire : l'abdication du Kaiser en faveur de son petit-fils apparaît comme le seul moyen de sauver la dynastie de Hohenzollern. L'ambassadeur d'Allemagne à Berne mande que, d'après une source autorisée, l'abdication « permettrait à Wilson d'agir plus facilement en faveur de ses plans de paix sur le Sénat américain, où les idées préconisant un écrasement complet de l'Allemagne ont gagné beaucoup de terrain ces derniers temps. »

C'est alors le Haut Commandement qui, dans un suprême soubresaut, se cabre contre le désarmement de l'Allemagne, lequel entraînerait sa propre disparition. Le 24 au soir, Hindenburg signe un télégramme à l'armée : — « La réponse de Wilson exige la capitulation militaire. Aussi est-elle inacceptable pour nous, soldats... C'est une *invitation à continuer la résistance* jusqu'à l'extrême limite de nos forces. » Cette conclusion préjugeait une décision gouvernementale qui n'avait pas été prise ; et le Haut Commandement dut retirer son ordre du jour, après toutefois qu'il avait été communiqué à l'une des armées. Ludendorff, considéré comme responsable de cette manifestation contre la paix, dut envoyer sa démission (26 octobre).

Les événements se précipitent. Effondrement de la Turquie (armistice de Moudros, 30 octobre : entrée de Franchet d'Espérey à Constantinople), de l'Autriche (armistice de Padoue, 3 novembre : entrée des Italiens à Trente et à Trieste ; toutes les voies de communication en Autriche sont à la disposition des Alliés, le flanc de l'Empire allemand est découvert).

Le 5, le général Gröner fait aux secrétaires d'Etat un exposé de la situation : pas d'espoir d'amélioration, évidemment ; le tout, dit-il, serait de gagner quelques jours, quelques jours où l'on pourrait parler, échapper à une capitulation totale ; le repli des armées doit se continuer jusqu'à la frontière ; mais combien de temps y pourra-t-on tenir ?... Tout dépend de ceci : *l'ennemi utilisera-t-il ses possibilités d'attaque ?* — Voilà une question que Ludendorff n'eût pas posée. Ludendorff connaissait son Foch. Gröner demande de patienter quelques jours encore.

Et Guillaume ? Guillaume, qui ne songe pas du tout à abdiquer pour sauver sa dynastie, fait exposer à son gouvernement l'idée de continuer des négociations de paix indépendantes des pourparlers d'armistice : — « Si le front, pense-t-il, continue à se consolider comme dans les dernières semaines, si également les succès de l'Entente par suite du mauvais temps (comme il est arrivé) se ralentissent, enfin si les négociations de paix progressent, l'influence de Wilson et celle des éléments de l'Entente favorables à la paix prendront une importance plus considérable. » Et Sa Majesté désire vivement connaître l'opinion du gouvernement sur ces idées.

« Il est bien malheureux pour le monde, dit Mangin, que les vues de Guillaume II et du général Gröner n'aient pas prévalu dans les conseils du gouvernement allemand. »

Le 7 novembre, l'Allemagne envoie la commission chargée de négocier l'armistice. De cet armistice les conditions ont été posées par Foch, qui les a fait agréer, la semaine précédente, aux conférences de Versailles : elles représentent, pour certains Alliés, un maximum, mais, pour lui, un minimum...

Le 8, par une matinée sombre et pluvieuse, la délégation allemande se présente à Rethondes (près Compiègne), en forêt de Laigue, où le train du maréchal est garé. Foch, après vérification des pouvoirs des délégués : — « Quel est, MM., l'objet de votre visite ? — Nous sommes venus, répond Erzberger, pour recevoir les propositions des puissances alliées en vue d'un armistice. — Je n'ai aucune proposition à faire... » C'est que les Alliés, en effet, ont jugé que l'armistice doit garder le caractère de capitulation sollicitée. Devant l'attitude de Foch, les Allemands se consultent du

regard : — « Eh bien ! hasarde le comte Oberndorff, dites-nous, monsieur le maréchal, comment vous désirez que nous nous exprimions. Notre délégation est prête à vous demander les conditions d'un armistice. — Demandez-vous formellement un armistice? — Nous le demandons. — Alors, je vais vous lire les conditions des Alliés... » [1]. Le gouvernement allemand avait trois jours pour répondre. Epouvanté d'abord des conditions posées, il télégraphie à Hindenburg ; Hindenburg répond qu'il faut signer à tout prix, c'est l'unique moyen de sauver l'armée d'une capture totale. L'armistice est signé le 11 novembre, à 5 h. 10 du matin, après une suprême entrevue de trois heures : à onze heures les hostilités cessent sur tout le front.

A cette date la révolution avait éclaté en Allemagne. Partout des conseils d'ouvriers et de soldats prenaient le pouvoir. Le roi de Bavière fuyait le soir du 8 ; le 9, Max de Bade annonçait l'abdication du Kaiser sans l'avoir consulté, et était lui-même emporté par le courant irrésistible ; les deux douzaines de trônes, grands ou minuscules, sur lesquels reposait l'Empire, s'écroulaient ; partout des républiques.

Sur le front, conclut Mangin, les troupes tenaient encore par places, mais les armées étaient entièrement désorganisées. Calculée pour enfoncer un front solidement défendu, l'attaque des Alliés en Lorraine n'eût rencontré devant elle qu'une faible résistance sur les premières positions, et elle eût progressé presque sans pertes. Toute la ligne allemande tombait d'un seul coup, de la Suisse à la Hollande.

Entrant dans les Allemagnes, les armes à la main, les Alliés y eussent apporté l'ordre et la liberté. La nécessité de vivre eût amené les armées à traiter avec les gouvernements locaux, à les connaître, à les improviser là où ils n'existaient pas encore. Successivement délivrés du joug prussien, les Etats allemands auraient retrouvé leur existence propre, et déterminé en pleine indépendance le caractère du lien fédéral qu'ils voulaient pour les réunir. La paix aurait été tout autre.

V. — M. Gentizon, le mieux informé de nos correspondants de journaux en Allemagne depuis l'armistice, nous trace un tableau de ce que furent, il y a un an, ce qu'il appelle « *les journées historiques de Weimar* » (*Revue hebdomadaire*, 19 juin). Ces journées, c'est la semaine du 15 au 22 juin 1919, où l'Allemagne se voit acculée en face du traité de paix qu'on a présenté à Versailles à ses délégués. M. Gentizon a passé cette semaine à Weimar. Semaine tragique s'il en fut jamais pour un peuple. On s'attendait à n'y entendre que des notes graves ; et voici qu'à chaque instant le comique se mêle au tragique, un comique qui d'ailleurs n'a rien de risible, car on ne se sent vraiment pas le cœur de rire d'un monde parlementaire qui a perdu à ce point le sens de la dignité. Ce ne sont qu'intrigues de couloirs, affolements d'ambitions. Une nuit, un coup de main spartakiste est au moment de prendre au lit le ministre Noske. Le public ne prend pas la situation au sérieux. Scheidemann a beau plastronner dans son intransigeance, déclarer le traité « inacceptable, inexécutable, » proclamer que « sa main droite se dessécherait » plutôt que de signer : on s'en amuse : à la question de M. Gentizon : « Que fait Scheidemann ? » un parlementaire répond : « Il apprend à écrire avec la main gauche. — ??? — Parce qu'il sait bien que sa droite se dessécherait. » — Finalement on se décidera à signer. La grosse raison, c'est que le refus de signature mettrait en péril l'unité allemande, car alors les Alliés ne pourraient plus que traiter séparément avec les Etats qui s'y prêteraient. C'est Erzberger qui a emporté les dernières hésitations du Centre, d'abord très partagé. Et le dimanche 22 juin, l'Assemblée nationale donne 238 voix pour la paix, 137 contre.

Le public s'écoule comme après une cérémonie quelconque, indifférent. Sur la place, autour de la statue de Gœthe et de Schiller, la foule des badauds, campagnards et citadins endimanchés, regardent, béants, comme s'ils ne comprenaient pas. Un piano mécanique déroule une valse dans le café voisin.

A aucun moment, cette journée historique n'a eu un caractère de grandeur. Aucune voix imposante ne s'est fait entendre pour fortifier les cœurs, élever les âmes et réveiller la conscience nationale. Il manque tout pour en faire une manifestation émouvante : la force morale, la spontanéité, l'accent dramatique.

Le directeur du *Berliner Tagblatt*, M. Theodor Wolff, s'est approché de moi au sortir du théâtre et m'a dit :

— Weimar n'a ressemblé en rien à Bordeaux en 1871.

C'est vrai. Car une nation ne pourra jamais, le front haut, la conscience tranquille, tirer, sans autre, le rideau sur une guerre criminelle. L'élan, le cœur, la foi, qui soutiennent toujours les justes causes, même malheureuses, lui manqueront.

VI. — *Impressions d'Allemagne* (sans signature), dans *Revue de Paris* du 15 juin. Elles ne sont pas flattées, ou du moins ne veulent pas avoir l'air de l'être, au début, ces impressions. L'auteur, débarqué à Berlin en décembre 1919, ne parle guère que du monde berlinois et du monde officiel. A Berlin, faillite de toute moralité. Disparu, le respect de l'autorité : ceux qui la représentent ne cherchent qu'à la faire oublier, car ils ne se sentent point soutenus par leurs chefs. Si le soldat salue son officier, ce n'est plus en faisant claquer les talons avec la raideur d'un automate, c'est avec une nonchalance qui paraît dédaigneuse. L'agent de police, jadis dieu respecté des carrefours, ne compte plus. Les bandits pullulent : la police indifférente leur abandonne des quartiers entiers. Faillite du respect de la propriété et de la légalité jusque dans les campagnes. On vole partout, on vole tout : en 1 mois, dans la seule ville de Berlin, 1.100 machines à écrire ont été volées dans les bureaux et les administrations. Des cambrioleurs syndiqués, costumés en déménageurs, vident en plein jour villas et maisonnettes dans la banlieue, emportant jusqu'aux baignoires et aux fourneaux de cuisine. Etc., etc. — Notre auteur pousse le tableau très au noir. Mais Berlin et le Brandebourg ne sont pas toute l'Allemagne ; et l'Allemagne

[1] Lire ce dialogue et toute la scène dans le discours de M. Poincaré recevant le Maréchal à l'Académie le 5 février 1920.

n'est pas tout entière dans l'état de total déséquilibre nerveux où s'agite Berlin.

Disparu aussi, le culte du Kaiser. La publication par la presse de sa correspondance avec le tsar Nicolas a ridiculisé celui qui signait « Willy, empereur de l'Atlantique. » On a lu dans le livre de Kautzky les notes dont il criblait les marges des rapports diplomatiques et qui le montrent autoritaire, tranchant, impulsif, inaccessible aux raisons et aux réalités les plus pressantes. On lui reproche ses prétentions à la science universelle, ses vanités de femme, ses sympathies exclusives pour ses créatures. Les masses le traitent d'« idiot, » le conspuent dans les réunions publiques... — Rien de très nouveau en tout ceci. Il y a longtemps que dans les milieux cultivés allemands on savait à quoi s'en tenir sur la valeur intellectuelle et morale de Guillaume II. On ne l'a jamais pris au sérieux dans ce monde-là ; les grands journaux ne faisaient pas mystère de leur mésestime. Ce n'est que dans la presse populaire que la figure du Kaiser se nimbait d'une auréole dont il fallait être Allemand pour ne pas sentir le ridicule.

Si notre auteur a poussé dans ses premières pages le tableau au noir, s'il a tenu à nous montrer qu'il n'est pas dupe d'illusions optimistes, c'était peut-être pour nous aider à agréer sa conclusion... Sa conclusion, la voici. Il constate que, dans certains milieux dirigeants de là-bas, on a songé, depuis l'armistice, à s'orienter 1° vers nous : on nous a tendu la main, non certes une main amicale, mais la main d'hommes d'affaires ; on aurait volontiers envisagé le rêve d'une entente franco-allemande contre l'Angleterre ; — 2° comme nous n'avons pas marché, on s'est retourné vers l'Angleterre, on a exploité les moindres traces de dissentiment entre nous et nos alliés ; mais l'Angleterre n'a pas marché... Restait 3° la Russie, la grande Russie, lointaine et mystérieuse, riche de trésors inexploités, proie facile pour l'esprit d'entreprise germanique. Mais, lors des émeutes de la Ruhr, les proclamations des « rouges » saluant « l'aube qui se levait à l'orient, » les télégrammes encourageants de Moscou aux bolchevistes allemands ont refroidi une amitié germano-russe qui naissait à peine ; et le moment n'a pas semblé venu d'escompter une mainmise sur la Russie... Alors, quoi ?

L'Allemagne reste seule, seule en face de sa détresse morale, de la paresse, du désœuvrement de ses habitants, seule en face de sa détresse économique et alimentaire, seule à supporter le fardeau de ses fautes et de ses crimes... Mais elle porte en elle les promesses d'une renaissance certaine... Dès que l'Allemagne aura réussi à se donner un gouvernement fort, et elle ne saurait y manquer, elle reprendra dans la paix rétablie et l'ordre assuré son goût pour le travail... Si les circonstances la favorisent, trois années, déclarent ses économistes, lui suffiront pour refaire son industrie... L'accord qui règne entre les syndicats ouvriers et les patrons procure à l'Allemagne une force d'initiative, et, s'il le faut, une force de résistance à l'étranger, que bien des nations lui pourraient envier...

Il nous faut compter avec cette résurrection fatale, qui se fera contre nous si elle se fait sans nous. Devons-nous donc travailler à relever de nos propres mains cette nation en ruines, et oublieux du mal qu'elle nous a fait hier, la mettre en état de le renouveler demain ?... Certes, notre situation est singulière ; le risque est grand, mais notre intérêt nous oblige à le courir : l'activité économique de l'Allemagne, voilà le seul gage de notre créance...

(Autre considération) : si la France et l'Allemagne se trouvent être solidaires et pour ainsi dire conjointes, si leur accord sur le terrain industriel et commercial est également avantageux pour l'un et l'autre pays, cet accord est nécessaire à l'Europe, nécessaire à la paix du monde, nécessaire au progrès de la civilisation. Le temps nous pousse et nous presse ; faisons violence, puisqu'il le faut, à nos goûts et à nos traditions ; résignons-nous à pratiquer une politique réaliste. Les Allemands sont nombreux, et plus qu'on ne croit, qui désirent une amélioration des rapports franco-germaniques. Ne décourageons pas ces hommes de bonne volonté...

Nombreux, soit, mais en dehors du monde prussien. Si la Prusse avait cessé d'être la puissance dirigeante en Allemagne, si l'Allemagne était désintoxiquée du virus prussien, la situation serait tout autre, et d'immenses espérances sembleraient permises. Elles restent permises certainement, ces espérances, commandées même au chrétien. Quant à savoir comment elles se réaliseront dans l'ordre politique, et comment s'opérera cette désintoxication, — car il faudra bien qu'elle s'opère : cela, beaucoup d'Allemands le désirent, et plus vivement encore que nous, car nous, nous ne le désirons que comme chrétiens, eux, ils le désirent et comme chrétiens et comme Allemands, — donc, *quomodo fiet istud,* c'est ici qu'il faut faire appel à des lumières autres que les humaines : jamais l'issue de la guerre ne fut enveloppée d'autant d'obscurités que l'est l'issue de la paix. C'est ici qu'il faut invoquer l'Esprit de lumière et d'amour : *Accende lumen sensibus, Infunde amorem cordibus,* — cet Esprit qui vient de nous parler dans l'Encyclique du 23 mai, fête de la Pentecôte. Il nous a été agréable de noter cet accord, cette lueur d'accord entre la conclusion pratique du *** de la *Revue de Paris* (qui n'a guère trouvé d'écho dans notre presse) et l'appel du Souverain Pontife (et l'on sait que les anonymes de la *Revue de Paris* ne nous ont pas habitués à la conformité aux vues du Saint-Père). Le Saint-Père s'inspire de principes tout autrement élevés et envisage une guérison tout autrement profonde de ce mal de la haine ; mais il ne néglige pas de rappeler que la charité, condition de notre bonheur surnaturel, est principe aussi de prospérité naturelle :

... Les germes des anciennes inimitiés demeurent... Il n'y a pas de paix stable si la réconciliation et la charité mutuelle n'apaisent les haines et les inimitiés... Il n'est pas besoin de beaucoup de raisons pour montrer que la société humaine subirait de grands dommages si, la paix revenue, de sourdes inimitiés et rivalités persévéraient entre les nations. Nous laissons de côté les pertes de tous ces biens qui alimentent et accroissent la vie publique, tels que le commerce, l'industrie, les arts, les lettres, toutes choses qui ne vivent que grâce aux relations tranquilles des peuples. Le plus grave, c'est que la vie chrétienne, qui consiste essentiellement dans la charité, serait gravement atteinte dans sa forme comme dans son essence, puisque

la prédication même du christianisme s'appelle « l'Evangile de la paix »... Que les peuples renouent entre eux des relations amicales. L'Evangile n'a pas une loi de charité pour les individus et une autre pour les Etats et les peuples, qui sont, en définitive, formés et constitués de ces mêmes individus. La guerre finie, tout semble porter les peuples à la réconciliation générale, non seulement pour une raison de charité, mais par nécessité : les nations sont naturellement rapprochées par le besoin qu'elles ont les unes des autres et par le lien d'une bienveillance mutuelle, et aujourd'hui surtout, où la civilisation plus raffinée et la facilité merveilleusement accrue des relations resserrent ces liens.

VII. — **Mangin**, par M. Dutrèb et P.-A. de Granier de Cassagnac, in-12 de 252 p., 7 f. 50, Payot : vie d'un homme que l'on connaît surtout comme grand soldat, mais qui ne fut pas moins grand aux travaux de la paix qu'aux travaux de la guerre. Aux colonies, où jusqu'à la guerre de 1914 il fit toute sa carrière militaire 1887-1914 (presque toujours en Afrique, sauf une période de trois ans au Tonkin), il fut admirable dans l'œuvre d'organisation et de civilisation pour laquelle nous sommes là ; et à Mayence, où il fut envoyé après l'armistice du 11 novembre 1918, il déploya de si incomparables dons d'entrain, de générosité chevaleresque, de droiture, un tact si parfait, qu'il réussissait, non pas certes à assimiler ces populations à la France (il n'était pas question de cela), mais à les désassimiler de la Prusse, à les désintoxiquer du prussianisme. Son brusque rappel par Clemenceau (qui n'en a jamais voulu donner d'explication ni à Mangin ni à Poincaré lui-même) fut l'arrêt de mort de la naissante République rhénane. Il s'était montré à Mayence si large dans ses goûts artistiques, si accueillant à la musique allemande, y compris Wagner, qu'un pitoyable journal français, dès que le général eut quitté les rives du Rhin, annonçait : « On va *enfin* jouer de la musique française à Mayence ! » — On lira tout cela, et bien d'autres choses, dans la monographie que nous annonçons : né à Sarrebourg en 1866 d'une vieille famille lorraine de robe et d'épée ; son grand-père, procureur général et dernier préfet de police de la Restauration ; son père, inspecteur général des forêts, fit en 1870 d'excellente besogne française, sans tirer l'épée ; deux de ses oncles furent à l'armée, l'un, général de brigade, l'autre, chef de bataillon, † à 34 ans ; deux de ses frères, tués aux colonies, l'un, jeune lieutenant, au Tonkin, en 1885, l'autre capitaine, en Mauritanie, en 1909, sous Gouraud ; le plus jeune, attiré lui aussi par les colonies, porta, sous la robe de Père blanc, l'amour du Christ et de la France au cœur du Soudan, puis mobilisé en 1914, gagna deux blessures, la médaille militaire et le grade de sous-lieutenant... Belle famille et beau volume ; 4 photographies hors texte (du général et de sa famille : Mme Mangin entourée de ses huit enfants), fac similé et carte.

On vient de publier le t. II des **Messages, Discours, Allocutions, Lettres et Télégrammes** que M. Poincaré a écrits ou prononcés au cours de la guerre et des quinze mois qui se sont écoulés depuis l'armistice jusqu'à la fin de sa présidence (in-8 écu de 360 p., 7 f., Bloud). Le t. I, paru l'an dernier, embrassant toute la période de la guerre, allait du 31 juillet 1914 (lettre au roi George V) au 17 nov. 1918 (discours prononcé sur la place de la Concorde) ; le t. II va de nov. 1918 au 2 août 1919 ; un t. III achèvera l'ouvrage. Et c'est un ouvrage grandiose. C'est de l'éloquence, et incomparable ; c'est aussi de la science politique. Tout le monde admire, dans les Chroniques de quinzaine que M. Poincaré donne à la *Revue des Deux Mondes* depuis le 15 mars de cette année, la profondeur de sens politique qui s'y révèle et la connaissance impeccable du monde politique de tous les pays. On verra, à la lecture de ces *Messages et Discours,* que M. Poincaré n'a pas attendu l'issue de la guerre pour voir juste et que c'est bien regrettable qu'il n'ait pu prendre en mains, en face de Wilson, la conduite des débats de la paix. Pour l'histoire de la guerre, ce recueil restera un document toujours de premier ordre.

Dans l'exquise collection MEMORANDA (Paris, H. Laurens), trois volumes à signaler : **Saint-Quentin,** par Amédée Boinet, archiviste-paléographe, bibliothécaire à Sainte-Geneviève ; **Verdun et Saint-Mihiel,** par le même ; **Noyon et ses environs,** par Marcel Aubert, bibliothécaire à la Nationale, chaque vol., in-16 de 64 p. (à 3 f.) dont 15 ou 20 de texte qui nous font revivre en un raccourci saisissant toute l'histoire et le présent et les espérances aussi de chacune de ces villes-martyres. Tout le reste est en phototypies : Saint-Quentin avec son incomparable Collégiale, son Hôtel de Ville, les plus délicieux pastels de La Tour ; Verdun avec sa citadelle, sa cathédrale, ses portes, son Hôtel de Ville ; Saint-Mihiel avec l'œuvre géniale de Ligier Richier († 1567) ; Noyon avec sa cathédrale (17 planches), sa librairie des chanoines (construite 1507), son évêché (du XVIe siècle), son Hôtel de Ville (façade commencée en 1485) ; Ourscamp et ses ruines cisterciennes, Tracy-le-Val (une église qui était une merveille du XIIe siècle et dont il ne reste plus rien), Plessis-de-Roye, etc.

En Italie avec la 24e Division d'Infanterie française (septembre-décembre 1918), par le capitaine Buxtorf, dessins de B. Naudin, in-12 de 150 p., 7 f. 50, Berger-Levrault : notes brèves, mais frappées en perfection, très pittoresques, riches de vues très sensées sur le lendemain de la guerre, sauf le couplet, alors obligatoire, à Wilson. L'auteur, qui fut à Vittorio Veneto, nous dit l'enthousiasme délirant de la presse italienne, — du journal l'*Arena,* par exemple, qui écrit, le 4 nov. 1918 : — « L'Italie, qui supporta seule le premier choc, a donné *seule* le dernier coup. Aujourd'hui, par notre propre vertu, et non grâce aux autres, nous sommes les premiers. Nous sommes un peuple portant la tête haute, une nation crainte et respectée. Nous sommes l'Italie nouvelle et complète — et le monde en augmente de valeur. » (Il y avait tout de même, note Buxtorf, engagées dans la bataille, 3 divisions anglaises, 2 divisions françaises, une division tchéco-slovaque, un régiment américain ; et, dans l'attaque principale, c'est à une division étrangère que fut demandé le plus gros effort).

La littérature allemande pendant la guerre, par Maurice Muret, in-12 de 256 p., 7 f. 50, Payot. Ce ne fut rien de grand. Déjà la guerre de 1870 n'avait rien inspiré en Allemagne. Aux lettres il faut quelque idéal, fût-ce un idéal faux (tel que l'idéal de liberté qui vibrait au cœur de nos armées de la Révolution). La Prusse, auteur de la guerre de 1914 comme de la guerre de 1870, matérialise tout, en guerre comme en paix. En France, la production littéraire ne s'est pas ralentie pendant la guerre ; en Allemagne tout était à la chimie et au matériel de guerre. C'est une pauvre littérature que celle qui défile ici sous nos yeux, à travers les pages de M. Muret (qui est l'un des plus profonds connaisseurs de l'Allemagne contemporaine et dont le témoignage a eu d'autant plus d'efficacité qu'il est de nationalité suisse : on se rappelle son beau livre *L'Orgueil allemand,* annoncé ici en 1919) : une douzaine et demie de noms, dont quelques-uns connus avant la guerre (connus d'ailleurs assez tristement, comme Clara Viebig ou Frenssen, Zoyka, un Viennois qui à Berlin s'est laissé totalement gagner à la contagion berlinoise, etc.). Le moins antipathique est presque encore ce Maximilien Harden, gonflé de haine en août 1914, parce qu'il ne doutait pas de la victoire, mais qui fut assez vite assagi et qui a fini par conclure que, si la guerre devait vraiment faire triompher cette idée que la morale des Etats doit être la même que celle des individus, alors tant de millions d'Européens ne seraient pas morts pour un fantôme... Acceptons-en l'augure...

La Guerre française et chrétienne, par Noël Hallé, 2 vol. in-12 de xxxv-290 et 285 p., de Gigord. — « Ce livre, nous dit l'auteur, est un réflexe de guerre : il fut nécessaire, comme tout réflexe. Les impressions

ressenties, les émotions éprouvées durant quatre ans de guerre, furent le point de départ sensitif de l'arc réflexe. Des notions définies, des idées précisées, des opinions et des croyances raisonnées en sont ici la réponse motrice, point d'arrivée. Réflexe psychique, tout subjectif : passage du domaine du sentiment à celui de la raison ; élaboration spontanée, etc... » L'auteur est pétri de bonnes intentions. Ses idées auront à se « préciser » davantage encore s'il veut que son livre trouve des lecteurs et leur soit utile.

Ardouin-Dumazet est l'auteur de ce **Voyage en France** qu'il a commencé vers 1890 et qui compte déjà plus de cinquante volumes. Peu d'écrivains ont contribué mieux à faire connaître notre pays, les beautés de son sol, ses richesses de toute nature, artistiques, économiques, sociales... Faut-il rappeler qu'il a été couronné par l'Académie (en un temps où l'Académie disposait de moins de couronnes qu'aujourd'hui) (prix Michaut, décerné tous les deux ans au « meilleur ouvrage de littérature française ») et par nombre de Sociétés patriotiques ou sportives ? Tous ces volumes paraissent en format in-12 d'environ 300 p., avec nombreux croquis et cartes (genre état-major), à 3 f. 50 (maj. en sus), Paris et Strasbourg, Berger-Levrault. L'auteur avait écrit, il y a quatorze ans, son *Voyage aux Provinces perdues :* **Haute-Alsace,** 2 vol., ; **Basse-Alsace,** 2 vol. ; **Lorraine,** 2 vol. Il en modifie le titre, qui dans sa nouvelle édition devient : *Provinces délivrées ;* il y ajoute quelques pages sur les faits de guerre qui se sont portés dans ces régions : sauf cela il n'en modifie rien et n'avait rien à y modifier. C'est qu'en effet s'il a visité l'Alsace (et la Lorraine) « au temps allemand », il n'y a point vu d'Allemands ; il n'a pas pris garde qu'il y eût des Allemands ; ce n'est point des Allemands, passants d'un jour, qu'il avait cure : il venait en ces chères provinces voir des Français, vivre avec des Français, sentir battre des cœurs toujours français. C'est une façon bien charmante, et bien saine, de voyager : ne voir dans un pays que ce que l'on aime, ce qu'il y a d'aimable, ce que l'on veut y voir toujours demeurer.

Ardouin-Dumazet a un chapitre évidemment sur la forêt sainte de Haguenau ; et voici tout un volume qui nous arrive sous ce titre : **La Forêt Sainte de Haguenau,** par G. Huffel, sous-directeur de l'Ecole nationale des Eaux et Forêts, in-8 de XI-164 p., 3 gravures et 3 photographies hors texte, 12 f., Berger-Levrault. C'est un vaste massif qui barre toute la rive gauche du Rhin, de Seltz jusqu'aux premières pentes des Vosges (longueur, de l'E. à l'O., 35 km. ; largeur maximum, du N. au S., 12 km.) ; un des plus importants massifs que l'on rencontre en plaine chez nous et dont le maintien, dans une région dont la population était déjà très dense au début de notre ère, constitue une véritable énigme historique et économique : pourquoi toute cette étendue de terrain, dont la majeure partie se prêterait admirablement à la culture, est-elle restée boisée alors qu'on défrichait et découpait en domaines agricoles toute la région environnante ?... Ni César ni les géographes de l'époque gallo-romaine ne la mentionnent. Le texte le plus ancien qui en parle (diplôme d'Othon III, en 995) l'appelle déjà *sacrum nemus.* On a voulu faire remonter l'origine de cette dénomination au temps païen, aux sanctuaires druidiques : hypothèse pure. Ce qui est sûr, c'est que dès les premiers temps de l'apparition du christianisme en Alsace, la forêt fut une pépinière de vie érémitique, puis, à partir du VIIe siècle (règne de Dagobert II, le dernier roi d'Ostrasie), de vie bénédictine ; et c'est de là que lui est venu ce nom de *Forêt sainte* qu'elle a gardé jusqu'aujourd'hui. — M. Huffel nous raconte la vie de sa forêt à travers les âges, ses aménagements successifs, sa mise en valeur par les maîtrises forestières françaises du XVIIIe siècle, puis par l'Administration des forêts au siècle dernier, son indigne sabotage par le régime allemand. Nombre d'anecdotes, de descriptions de coutumes forestières des siècles passés. —

Gens d'Alsace, par Hélène de Rosnoblet, in-12 de 232 p., 5 f. 75, Berger-Levrault : recueil de nouvelles, contées le plus agréablement du monde, très malicieusement aussi, et même innocemment, — innocemment, pas toujours pour les enfants (quoique nombre de ces récits mettent en scène des enfants et des grands-pères ou grand'mamans, ou même des vieilles filles charmantes, doublement charmantes, par la grâce de leur âge d'abord et puis par la grâce de l'Alsace), mais qui certainement seront une douce récréation pour nos confrères (il y a des scènes de fraternisation entre pasteurs et curés qui sont d'une belle candeur et poussent un peu loin l'union sacrée, mais posent des cas de conscience intéressants à résoudre).

Sur l'Alsace et la Lorraine, un long et éloquent cri d'alarme poussé par Mlle Ory (professeur au Lycée de jeunes filles de Metz, cf. *Ami,* p. 293), dans *Bulletin des professeurs catholiques de l'Université,* 15 juin :

« La France, dit-elle, n'a pas le droit d'imposer une baisse quelconque à ces provinces qui ont été sa rançon, qui lui ont été si fidèles, qui se sont jetées dans ses bras avec tant de confiance. Cette baisse a déjà commencé... »

Le point vif avec lequel toutes les autres questions scolaires ont des attaches, c'est la question de l'école confessionnelle. Aussi les ministres des différents cultes sont-ils d'accord, en Alsace et en Lorraine, pour réclamer contre les inconvenances ou les marques de froid dédain dont l'éducation religieuse a pu être l'objet de la part de maîtres français... C'est cette éducation qui a fait des Alsaciens des hommes de caractère :

« Le caractère naît en grande partie de l'unité, de la convergence d'aptitudes disciplinées, écrit Mlle Ory ; et c'est l'effet propre de la foi religieuse, quand elle est active et cultivée, de produire cette unité et cette convergence. Qui ne voit que nos procédés de tiraillement et de contradiction entre le maître et la mère, entre le maître et le curé, entre les traditions de nos communes et l'évangile laïc de l'école, sont directement contraires à la formation du caractère ? Lui est évidemment contraire aussi la prime politique accordée à l'indifférence ou à l'impiété militante, les faveurs réservées à ceux qui sont du côté du manche et qui hurlent avec les loups... »

Il y a des écoles normales d'instituteurs. Elles doivent être confessionnelles, puisque l'enseignement le reste. Des jeunes gens du pays y sont entrés déjà. Il a été stipulé qu'en qualité d'Alsaciens et Lorrains le droit de pratiquer une religion leur est reconnu. Mais pourquoi ce droit ne leur est-il concédé qu'en tant qu'Alsaciens et Lorrains, tandis qu'ils le voient refusé ou marchandé ou accompagné de brimade (p. e. la suppression du petit déjeuner pour qui communie) s'il s'agit de leurs camarades de la métropole ? Pourquoi aussi essaie-t-on d'obtenir d'eux-mêmes qu'ils ne soient pas trop « voyants » ? Il y en a, parmi ces jeunes gens, qui n'ont pas consenti à aller à la messe matinale où on les conviait, et qui ont maintenu fermement leur droit d'aller à la grand'messe, en groupe, selon la coutume de toujours. Ils souffrent du caractère antireligieux de presque tout ce qu'ils entendent, des réflexions dont ils sont l'objet en tant que pratiquants. Leurs « libérateurs » ne leur paraissent pas tout à fait libres. Ils le redisent au pays... D'où leur impression défavorable à la France.

Le remède : les réconforter, dit Mlle Ory, leur faire voir des aspects de la mère-patrie qui ne les repoussent pas, calmer le trouble où les met la difficulté, l'impossibilité de répondre à des attaques qui échappent aux prises de leur inexpérience ; « féconder aussi chez eux la compassion que leur inspire la misère religieuse de la patrie, afin que de leurs souffrances momentanées ils tirent encore plus d'énergie à son service... Les enrôler dans nos communions mensuelles » (la communion mensuelle établie par l'admirable Joseph Lotte entre les professeurs catholiques de l'Université, cf. *Ami* 1913, p. 998-1000 ; 1919, p. 1124-1131) ; leur faire lire

des livres comme ceux de M. Rouzic, *Les Jeunes avant la guerre* et *Les Jeunes pendant la guerre*, *Ames nouvelles* du P. Bessières, et tant de monographies dont nous voudrions dire beaucoup plus que le mot bref auquel nous sommes obligés de nous tenir. Que de bien en France ! et que de preuves la Providence nous a prodiguées, depuis vingt ans surtout, que la France n'a pas cessé d'être la terre prédestinée de l'apostolat !

Leur faire lire aussi **La Douce France,** de René Bazin, *édition d'après guerre,* in-8 écu de XIV-348 p. ; illustrations de J.-M. Breton, 8 f., de Gigord... *Douce,* c'est l'épithète traditionnelle de la France depuis le moyen âge, depuis que la France existe. Et c'est notre plus « douce » gloire que l'on ait ainsi choisi, pour en faire la caractéristique de notre pays, la vertu même dont notre Sauveur a voulu faire la caractéristique de son cœur, la vertu qu'il a inspiré à ses Prophètes de chanter comme un attribut distinctif du Messie à venir, la vertu que le Voyant de l'Apocalypse a contemplée régnant au ciel éternellement sous le symbole de l'Agneau (cf. *Ami* 1919, p. 753-6). La France a été douce, et c'est pourquoi le Christ a fait d'elle son Apôtre de prédilection. M. Bazin nous avait dit cela il y a une dizaine d'années ; et son livre fut un des grands succès de la littérature chrétienne d'avant-guerre. Son livre n'a pas changé ; il a seulement grandi, comme la France elle-même. La France a grandi en gloire, et cette gloire reste faite de douceur. La France a été douce à la guerre, « la douce ennemie », comme disent les Anglais. M. Bazin nous la montre douce partout, douce dans les batailles (une soixantaine de pages nouvelles, anthologie de traits et de mots exquis pris des choses de la guerre), douce chez elle et douce au dehors, douce au-delà des mers, dans son œuvre colonisatrice, douce dans son génie et dans son art, douce chez ses enfants et chez ses religieuses, douce chez ses savants et chez ses poètes, douce dans ses légendes et douce dans son histoire, douce chez ses paysans et chez ses bonnes femmes, douce dans ses ouvriers (une douzaine de croquis charmants de nos divers « métiers »), douce dans ses paysages et dans son ciel, — terre prédestinée, d'une prédestination dont des livres comme celui-ci nous aideront à faire une réalité toujours plus vécue et plus complète...

LITURGIE

Q. — Veuillez nous dire si l'on est tenu de chanter le *Benedictus* après l'élévation ou avant, puisque dans un ouvrage écrit en 1916 par un Bénédictin de Barcelone il est dit que « c'est bien de censurer le procédé de le chanter après l'élévation. »

R. — L'opinion émise par le P. Serrano, O. S. B., dans *Musica Sacra,* et jugeant digne de censure l'usage de chanter le *Benedictus* après la consécration, n'est pas pour nous surprendre. Déjà, à l'apparition de l'édition Vaticane du Graduel, comme il n'y est pas fait mention du *Benedictus* dans le lieu qui s'occupe *De ritibus servandis in cantu Missæ,* les *Conférences de Bruges* (1908, p. 400), la *Revue du chant grégorien* (sept. 1908, p. 15, et nov. 1910, p. 55), puis la *Nouvelle Revue Théologique* (1908, p. 603), et le P. Bogaerts dans le *St-Gregoriusblad,* profitèrent habilement de ce silence pour dire qu'on pourrait le chanter à la suite immédiate du *Sanctus* et ne plus le renvoyer après l'élévation du calice.

Mais quelle est la valeur des raisons sur lesquelles s'appuie leur sentiment ? C'est ce que nous allons examiner.

a) D'après ces auteurs, il y a un premier passage du *Cérémonial des Evêques,* liv. I, ch. 28, n. 9, qui est fort clair et absolument probant : « Ad elevationem SS. Sacramenti pulsatur organum graviori et dulciori sono ; et post elevationem poterit *immediate* mottetum aliquod opportunum cantari. » A leur avis, « forcer le sens du mot *immediate* pour lui faire dire qu'après l'élévation on doit chanter d'abord le *Benedictus* et après seulement un motet, serait faire preuve d'une véritable étroitesse de vues et oublier complètement le principe fondamental de la conformité de ces prescriptions officielles avec l'action liturgique et la tradition. »

Et en effet « Innocent XII en 1692 et la S. R. C., le 14 avril 1753, n. 2424, ad 6, permirent de chanter un motet pendant la consécration. Cette concession ne peut s'expliquer que dans le cas où le *Benedictus* serait déjà chanté auparavant ; autrement il faudrait admettre une *interpolation* dans le texte liturgique, en opposition avec la bulle de S. Pie V et toutes les prescriptions subséquentes du Saint-Siège, qui défendent expressément toute interruption ou dislocation des paroles du texte liturgique, ainsi que l'addition ou l'introduction d'autres textes. De fait, si les chanteurs, une fois le seul *Sanctus* fini, voulaient continuer à chanter quelque chose, ils avaient sous la main, et tout indiqué, le *Benedictus ;* si on leur permettait d'exécuter ainsi un motet, il était entendu que le *Benedictus* avait été déjà chanté. » (Nov. 1910, p. 56).

Malheureusement pour leur thèse, cette interprétation *privée* des textes officiels n'est pas admise par la S. R. C. Un décret général, confirmé par Léon XIII, déclare en effet que la concession faite en 1753 de chanter un motet *pendant* la consécration est rapportée (Cf. *Index gen. decretorum,* t. V, p. 76, 2e col.), et si on en chante un après l'élévation du calice, il doit être précédé du *Benedictus* selon les rubriques. Lisez plutôt :

« Dum SS. Sacramentum, sive sub una sive sub altera specie elevatur, cantoribus esse omnino silendum, juxta rubricas, iisdemque Sacramentum cum cœteris adorandum. Quod si peracta ultima elevatione, quam juxta rubricas statim *Benedictus* subsequi debet, ad Orationem dominicam usque, aliquid modulari libeat, S. R. C. id permittit, dummodo de iis quæ ex Liturgia canenda sunt, nihil prætermittatur, celebrans a Missa continuanda non impediatur, et quod concinitur ad Sacramentum pertineat. » (S. R. C., 22 mai 1894, n. 3827, ad III).

b) Le second passage du *Cérémonial,* liv. II, ch. 8, n. 70 et 71, va-t-il au moins être en leur faveur ? Cela ne paraît pas, au contraire. « Chorus prosequitur cantum usque ad *Benedictus qui venit etc.* exclusive : quo finito, et non prius, elevatur Sacramentum. Tunc silet chorus et cum aliis adorat. Organum vero, si habetur, cum omni tunc

melodia et gravitate pulsandum est, » puis : « elevato Sacramento, chorus prosequitur cantum *Benedictus qui venit etc.* »

Pour parer à la difficulté résultant d'un texte aussi formel, les revues distinguent alors entre les messes chantées en grégorien et celles chantées en musique polyphonique. « Le *Cérémonial,* disent-elles, défend au prêtre de procéder à la consécration avant que les chantres n'aient fini le *Sanctus* jusqu'au *Benedictus,* exclusivement. Or cette défense n'aurait aucune raison d'être pour le cas où il s'agirait du chant grégorien, car il est invraisemblable qu'un prêtre dise la messe avec une telle rapidité que l'on ne puisse, avant qu'il arrive à l'élévation, chanter en grégorien le *Sanctus* entier, y compris le *Benedictus.* La rubrique du *Cérémonial* ne peut donc viser le chant grégorien ; elle a au contraire son application parfaite pour la musique polyphonique, laquelle demande un développement assez considérable ; et pour que le chœur puisse se taire et adorer, *sileat et adoret,* pendant la consécration, il est généralement nécessaire, dans le chant polyphonique, de détacher le *Benedictus* du *Sanctus.* » (Nov. 1910, p. 57).

Ici encore, malheureusement, cette explication *privée* est démentie par les décrets de la Congrégation, interprète officiel et authentique du *Cérémonial.* D'abord on n'y voit nulle part que la place du *Benedictus* varie selon que la messe se chante en musique ou en pur grégorien, et on y déclare au contraire que, dans le cas même où l'on aurait du temps de reste pour pouvoir chanter le *Benedictus* avant la consécration, néanmoins « cantari debet post calicis elevationem » (S. R. C., 12 nov. 1831, n. 2682, ad 31). Pie X, dans son *Motu proprio* sur la musique, permet bien un motet au Saint-Sacrement après la consécration, mais sa place est après le verset *Benedictus* de la messe solennelle : « Unum, juxta Ecclesiæ romanæ consuetudinem, conceditur, *post solemnis Missæ* ℣ *Benedictus,* canticulum Ss. Eucharistiæ. » (S. R. C., 22 nov. 1903, n. 4121, § III, n. 8). Enfin l'évêque de Céfalu (Sicile) ayant demandé absolument : « Utrum in Missa solemni *Benedictus* cani possit ante elevationem, vel standum sit præscriptioni *Cœrem. Episc.,* lib. II, cap. 8, n. 70 et 71 ? » Rome répondit qu'on devait s'en tenir au *Cérémonial* et aux décrets : « Standum Cœremoniali Episcoporum et decretis » (S. R. C., 16 déc. 1909, n. 4243, ad 6).

c) Mais ne peut-on pas au moins s'appuyer sur l'autorité de l'édition Vaticane du Graduel pour se former un jugement prudent et chanter le *Benedictus* après le *Sanctus* et immédiatement avant la consécration ?

On ne saurait nier le caractère officiel de ce livre liturgique approuvé par Rome dans toutes ses parties, y compris le Titre *De ritibus servandis in cantu Missæ.* — Or l'*Ordinarium Missæ,* en l'absence d'une double barre ou tout autre signe d'interruption avant le *Benedictus,* semble déjà autoriser de le chanter sans arrêt, et avant la consécration, comme faisant partie intégrante du *Sanctus.* — Nous avons ensuite une rubrique qui, donnant les règles à suivre dans le chant de la messe, dit absolument : « Finita præfatione, chorus prosequitur *Sanctus etc.* Dum elevatur Sacramentum, silet chorus et cum aliis adorat, » et rien de plus. C'est donc que le *Benedictus* cesse d'avoir sa place distincte *post calicis elevationem* et que, chanté à la suite du *Sanctus,* il précède en effet la consécration, attendu qu'on n'en parle nulle part ailleurs. Sans cette signification intentionnelle et déterminée, la rubrique perdrait bel et bien toute sa raison d'être, assurent ces Revues (et notamment la *Revue du chant grégorien,* sept. 1908, p. 18 et 19), tandis que, ainsi comprise, elle restaure simplement la pratique traditionnelle (?) et fait revivre l'ancien usage (?) qui unissait le *Benedictus* au *Sanctus* et ne disparut qu'à l'époque où les *Sanctus* de composition polyphonique devenant trop longs, les musiciens ne pouvaient plus les exécuter d'un seul trait sans retarder la consécration.

Il y a là sans doute une manière spécieuse de concilier en beauté les leçons divergentes de deux livres typiques touchant le *Benedictus ;* mais est-elle fondée ?

Nous avons déjà dit que la S. R. C. n'accepte pas que, même avec le temps suffisant pour le faire, le *Benedictus* soit chanté avant la consécration (12 nov. 1831, n. 2682, ad 31). Rome également n'admet pas que le Missel s'applique seulement aux messes chantées en grégorien, et le Cérémonial des Evêques aux messes pontificales ; mais elle regarde celui-ci comme le complément du premier, et obligatoire pour toutes les églises : « Ad Cœremonialis Episcoporum observantiam, juxta Apostolicas constitutiones teneri omnes ecclesias...» (S. R. C., 17 août 1894, n. 3839, ad I), et ainsi le *Benedictus* a sa place attitrée après l'élévation du calice à toute messe chantée, sans exception.

Si maintenant nous voulons nous rendre compte de la pratique suivie dans l'Eglise à travers les siècles, Quarti, dans ses Commentaires sur les rubriques du Missel, Part. II, Tit. VII, n. 11, nous apprend que d'après le *Cérémonial* on ne chante *Benedictus qui venit etc.* qu'après la consécration et l'élévation : « Quia laus illa addita fuit post Christi incarnationem et adventum in hunc mundum, et idcirco expectatur realis Christi præsentia in hoc Sacramento » ; mais en raison du silence du Missel qui n'en dit mot dans les rubriques, il n'entend pourtant pas condamner *(non sunt damnandi)* ceux qui le chantent avant la consécration « absente episcopo, » et c'est tout.

Cavalieri, de son côté, quoique se rangeant à l'avis de Quarti, ne peut s'empêcher de louer malgré tout l'usage des églises qui diffèrent le *Benedictus* après la consécration : « Cum laus ista *Benedictus* addita fuerit post Christi incarnationem, laudemus, opus est, earum ecclesiarum usum, qui eamdem dicendam differunt post realem Christi adventum et præsentiam in Sacramento. » (Tom. III, cap. 12, n. 10, et tom. V, cap. 14, n. 70).